

un prix inférieur au prix aux limites de Toronto, ce qui signifie que nous ne vendons pas notre gaz meilleur marché aux États-Unis qu'au Canada.

**M. Shields:** Je remercie le député de Calgary-Nord (M. Gagnon) de cette question. Il a absolument raison. Le prix à l'arrivée à Toronto comprend le prix du gaz et le coût du transport entre les gisements, par exemple dans la région de Peace River, et l'entrée de Toronto.

On ne peut en aucun cas vendre du gaz aux États-Unis à un prix inférieur au prix de Toronto. Cela peut paraître déraisonnable, puisque nous avons des gisements de gaz à Suffield, dans le sud de l'Alberta, et des débouchés juste de l'autre côté de la frontière, au Montana. En tout cas les compagnies gazières s'en plaignent et on peut comprendre pourquoi. Toutefois, on a fixé arbitrairement un prix, qui est celui du gaz arrivant à Toronto. Le député a tout à fait raison d'affirmer que nous ne vendons pas du gaz aux États-Unis moins cher qu'au Canada à cause du prix de Toronto.

**M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor):** Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord rendre hommage aux gens dont a parlé le député d'Athabasca (M. Shields). Il a eu tout à fait raison, selon moi, de souligner que beaucoup de chefs d'entreprises, canadiens et étrangers, ont contribué énormément au développement et au succès de l'industrie pétrolière et gazière, dont l'importance est vitale pour notre économie.

Je pense toutefois que nous devrions examiner l'histoire du développement de l'industrie pétrolière avec un œil un peu plus critique que celui du député. Il faut tout d'abord admettre que, dans les premiers temps, beaucoup d'entrepreneurs canadiens ont participé aux premières activités de prospection et d'exploitation. Si nous considérons l'histoire économique de cette industrie, nous constatons que l'immense majorité des puits de pétrole ont été forés par des Canadiens dans les cinq premières années. La tendance a commencé à se renverser quand les forages permettaient de découvrir des gisements importants. Et même là, un nombre non négligeable de Canadiens ont réussi, mais la grande majorité d'entre eux ont jugé nécessaire de vendre leurs découvertes à de grandes sociétés internationales pour que l'exploitation des ressources se fasse sur une échelle utile au pays. Ce n'est pas un problème, mais ce sont les faits et je pense qu'il importe de les connaître.

● (1540)

Deuxièmement, même si aujourd'hui les États-Unis souhaitent énormément importer du gaz et du pétrole du Canada, il ne faut pas oublier que cela n'a pas toujours été le cas. Il suffit d'avoir étudié l'histoire de l'industrie pétrolière pour savoir que les États-Unis ont mis sur pied d'importants obstacles tarifaires à différentes reprises depuis la Seconde Guerre mondiale, pour limiter les importations de pétrole et de gaz canadiens. C'est à cause du problème posé par ces obstacles tarifaires et du fait que les entrepreneurs canadiens avaient du mal à exploiter les ressources de l'Ouest—parce que les banques de Bay Street n'étaient pas mieux disposées envers l'Alberta qu'elles le sont aujourd'hui—que nous avons décidé de vendre tout le pétrole produit dans l'ouest du Canada à un prix nettement supérieur au prix mondial.

### *Impôt sur les revenus pétroliers—Loi*

Je suis obligé d'être très franc, monsieur le Président. Les habitants de la circonscription d'Essex-Windsor ont payé le prix fort pendant 25 ans pour permettre à l'industrie pétrolière albertaine de se développer et de prospérer. C'est à cause de cet arrangement historique qui était en vigueur dans les années 50 et 60 que les gens de ma circonscription et tous les Ontariens ont revendiqué, en 1970 et en 1980, le droit de donner leur avis sur la façon dont étaient utilisées les ressources pétrolières et gazières du Canada dont ils avaient favorisé l'exploitation.

Notre parti, comme les autres partis de la Chambre, a dû examiner très attentivement les principes compliqués qu'il convenait de respecter pour concilier tout d'abord les intérêts de la province d'Alberta qui, au départ, avait été pauvre, puis était devenue riche grâce aux ressources pétrolières et gazières, avec ceux de la province d'Ontario. Cette province avait profité du secteur de la fabrication dans l'Est qui, lui, avait payé le prix fort pendant un quart de siècle, afin de consolider le secteur pétrolier et gazier. Les députés de notre parti, comme ceux des deux autres partis, ont constaté que ce dilemme n'était pas facile à résoudre. Nous avons retenu certains principes qui nous ont permis de mettre au point un programme qui, au moins, était assez logique.

J'aimerais exposer à la Chambre quelques-uns de ces principes. Il s'agissait tout d'abord de tirer les leçons que l'industrie nous a enseignées et c'est que l'on ne peut pas permettre au système de marché de décider du sort du secteur pétrolier et gazier au Canada. Comme je le disais tout à l'heure, si nous l'avions fait, nous n'aurions pas eu le projet d'Athabasca dont a parlé le député. Nous n'aurions pas vu l'expansion de Calgary, qui est à l'origine d'une si grande prospérité dans cette localité. La ville d'Edmonton n'aurait pas connu au fil des années la prospérité qu'elle a connue du fait que l'Ontario a payé son pétrole et son gaz à un prix beaucoup plus élevé que n'aurait accepté de payer le marché. Nous avons déclaré qu'il était parfaitement logique de mettre au point une stratégie dans ce domaine, en vertu de laquelle nous exploiterions le système de marché dans une certaine mesure, sans le laisser cependant décider de l'évolution future d'un secteur aussi crucial de l'activité économique.

**M. Thacker:** Je n'ai jamais acheté de tracteur pour moins que le prix mondial et les droits de douane.

**M. Langdon:** Prenons le cas des tracteurs. Nous avons toujours empêché les agriculteurs d'importer ces machines d'Angleterre afin que Massey-Ferguson, entre autres sociétés, puisse accaparer un marché où elle pouvait pratiquer des prix plus élevés. Il existe un rapport de commission royale d'enquête sur les machines agricoles, que je tiens à rappeler au député. S'il se documente, il comprendra qu'il a lui aussi fait erreur dans ce domaine.

Mais je poursuis. Nous parlons de questions de principe. Délaissons un instant ce premier principe, c'est-à-dire que le marché ne peut pas avoir le dernier mot au sujet de l'activité de ce secteur vital de l'économie; un deuxième principe ressort, fondé sur le premier, et c'est que les Canadiens d'un bout à l'autre du pays ont aidé à mettre sur pied le secteur pétrolier et gazier afin que tous, indifféremment, puissent en bénéficier.